

Délibération n° 4/2020

Syndicat Mixte « Lozère Numérique »

Le 06/01/2020 à 14 h 30 s'est tenue, dans les locaux du Département de la Lozère, la réunion du Comité Syndical Lozère Numérique, régulièrement convoqué par lettre du 20/12/2019

Reçu à la Préfecture de la Lozère

Membres en exercice : 152

Participant(e)s à la réunion : 34

Absent(e)s : 118

Pouvoirs : 11

Le **14 JAN. 2020**

Étaient présents :

Bureau du courrier

1. Monsieur Gilbert COMMANDRE représentant titulaire de la commune d'Altier
2. Monsieur Gilbert FONTUGNE représentant titulaire de la commune d'Antrenas,
3. Madame Mireille ESPINOSA représentante titulaire de la commune d'Auroux,
4. Monsieur Philippe MARTIN représentant titulaire de la commune de Balsièges,
5. Monsieur Christian LEMOINE représentant titulaire de la commune de BEL Air Val d'Ance,
6. Monsieur Lionel BOUNIOL représentant titulaire de la commune de Bourg sur Colagne,
7. Monsieur Patrick AGUILHON représentant titulaire de la commune de Brenoux,
8. Monsieur Philippe PIN, représentant titulaire de la commune de Cheylard l'Evêque,
9. Monsieur Pierre BARGETON représentant titulaire de la commune de Cubières,
10. Monsieur Christian BENOIT, représentant titulaire de la commune de Cubierettes
11. Monsieur Christian HUGUET représentant titulaire de la commune de Florac Trois Rivières,
12. Monsieur Jean Max ANDRE représentant titulaire de la commune de Gabriac,
13. Monsieur Jérôme SAINT LEGER, représentant titulaire de la commune de Grandrieu,
14. Monsieur Dominique ROGER, Représentant suppléant de la commune d'Ispagnac,
15. Monsieur Frédéric DUVERT représentant titulaire de la commune de Lanuejols,
16. Monsieur Michel DUPUY représentant titulaire de la commune des Salettes,
17. Monsieur Eric MALHERBE, représentant titulaire de la commune de Marchastel,
18. Monsieur Marcel MERLE représentant titulaire de la commune de Marvejols,
19. Monsieur Alain VEYRUNES représentant titulaire de la commune de Mont Lozère et Goulet,
20. Monsieur Bernard BASTIDE, représentant titulaire de la commune de Nasbinals,
21. Monsieur Jean-Louis BRUN représentant titulaire de la commune de Naussac Fontanes,
22. Madame Eve BREZET, représentante titulaire de la commune de Recoules d'Aubrac
23. Monsieur Alain FARGES représentant titulaire de la commune de Rimeize,
24. Monsieur Etienne JIMENEZ, représentant suppléant de la commune de Saint Chély d'Apcher,
25. Monsieur André DELEUZE représentant titulaire de la commune de Saint Julien des Points,
26. Monsieur Ludovic JAFFUEL représentant titulaire de la commune de Saint Léger du Malzieu,
27. Monsieur Alain LOUCHE, représentant titulaire de la commune de Saint Martin de Boubaux
28. Monsieur Joël ROUQUET, représentant titulaire de la commune de Saint Pierre le Vieux,
29. Monsieur Claude MEJEAN, représentant titulaire de la commune de Sainte Héléne,
30. Monsieur Alain VENTURA, représentant suppléant de la commune de Ventalon en Cévennes,
31. Madame Sophie PANTEL représentante titulaire du Département de la Lozère,
32. Monsieur Henri BOYER représentant titulaire du Département de la Lozère,
33. Monsieur Bernard PALPACUER représentant suppléant du Département de la Lozère.,
34. Monsieur Robert AIGOIN représentant titulaire du Département de la Lozère,

Pouvoirs :

1. Monsieur Gérard ODOUL représentant titulaire de la commune de Chauchailles ayant donné pouvoir à Monsieur Henri BOYER représentant titulaire du Département de la Lozère,

2. Monsieur Gérard CROUZAT représentant titulaire de la commune de Sainte Etienne Vallée Française ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL représentante titulaire du Département de la Lozère,
3. Madame Odile CHARMAILLAC représentante titulaire de la commune de Noalhac ayant donné pouvoir à Madame Sophie PANTEL représentante titulaire du Département de la Lozère,
4. Monsieur François BICHON représentant titulaire de la commune de Fournels ayant donné pouvoir à Madame Sophie PANTEL représentante titulaire du Département de la Lozère,
5. Madame Claudie MICHEL représentante titulaire de la commune de Saint André de Capcéze ayant donné pouvoir à Monsieur Henri BOYER représentant titulaire du Département de la Lozère,
6. Monsieur Pierre FRESQUET représentant titulaire de la commune de Moissac Vallée Française ayant donné pouvoir à Monsieur Jean Max ANDRE représentant titulaire de la commune Gabriac,
7. Monsieur Daniel DIAZ représentant titulaire de la Communauté de Communes Millau Grands Causses ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL représentante titulaire du Département de la Lozère,
8. Monsieur Francis SARTRE, représentant titulaire de la commune de la Fage Saint Julien ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL représentante titulaire du Département de la Lozère,
9. Monsieur Daniel LONGEAC représentant titulaire de la commune de Brion ayant donné pouvoir à Monsieur Henri BOYER représentant titulaire du Département de la Lozère,
10. Monsieur Michel THEROND représentant titulaire de la commune d'Albaret Sainte Marie ayant donné pouvoir à Monsieur Henri BOYER représentant titulaire du Département de la Lozère,
11. Monsieur Arnaud PRUNET, représentant titulaire de commune du Chastel-Nouvel ayant donné pouvoir à Monsieur Philippe MARTIN représentant titulaire de la commune de Balsièges.

OBJET : Décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoir de Madame la Présidente

Madame la Présidente indique que dans le cadre de la délibération 12/2018 du Syndicat mixte Lozère Numérique elle bénéficie d'une délégation de pouvoir et qu'à ce titre elle doit rendre compte lors de chaque réunion du comité syndical des décisions qu'elle a prises en vertu de la présente délégation de pouvoir (cf. article L 5211-10 du CGCT).

Ainsi au cours de l'année 2019, deux décisions ont été prises dans ce cadre, à savoir :

- Commande concernant le suivi de la qualité des travaux pour un premier échantillon de 60 PM et 1 NRO, passée le 22/10/2019 dans le cadre du marché de mission de contrôle pour la construction du réseau très haut débit fibre optique (FTTH) de l'Aveyron, du Lot et de la Lozère avec la société SETICS pour un montant de 32 851,20 € TTC soit 26 550 € HT.

- Signature de la convention 19 – 0792 relative au transfert biens entre le Département de la Lozère et le Syndicat Mixte Lozère Numérique (Convention jointe en annexe).

Après en avoir délibéré le Comité Syndical prend acte de ces décisions.

La Présidente du Syndicat Mixte,
Sophie PANTEL




Reçu à la Préfecture de la Lozère

Le 14 JAN. 2020

Bureau du courrier



Envoyé en préfecture le 10/12/2019
Reçu en préfecture le 10/12/2019
Affiché le 
ID : 048-224800011-20191210-19_0792-CC



**Convention de mise à disposition de biens
du Département de la Lozère
au syndicat mixte « Lozère Numérique »**

N° 19-0792

Entre

Le Département de la Lozère, représenté par Monsieur Laurent SUAU - 1^{er} Vice-Président, dûment habilité par arrêté de délégation de signature n°15-1258 du 28 avril 2015, ci-après désigné « Le Département »

d'une part,

et

Le syndicat mixte ouvert « Lozère Numérique », représenté par Madame Sophie PANTEL - Présidente, dûment habilitée par délibération du Comité Syndical n°12/2018 du 24 avril 2018, ci-après désigné « le syndicat »

d'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment les articles L.1321-1 et suivants, L.1425-1, L. 5721-6 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-348-0004 du 14 décembre 2017 portant création du syndicat mixte Lozère Numérique,

Vu la délibération n°CD_19_1046 du 28 juin 2019 portant mise à disposition partielle des biens au syndicat mixte Lozère Numérique suite au transfert de la compétence réseaux et services locaux de communication électroniques,

Préambule

Par arrêté préfectoral sus-visé a été créé le 1^{er} janvier 2018 le syndicat mixte Lozère numérique entre le Département de la Lozère et 47 premières communes. Depuis l'ensemble des communes lozériennes sont adhérentes au syndicat.

En vertu de l'article 2 de ses statuts le syndicat mixte exerce en lieu et place de ses membres, la compétence « Réseaux et services locaux de communications électroniques » prévue à l'article L.1425-1 du code général des collectivités territoriales en ce qui concerne les domaines suivants :

- « 1 - la fibre optique,
- 2 - les technologies alternatives éventuelles,
- 3 - la montée en débit,
- 4 - et, lorsque la délégation de services public actuelle avec NET 48 sera arrivée à échéance en 2018, le réseau d'initiatives public (RIP) de première génération (réseau destiné à desservir les zones d'activités des villes de Saint-Chély-d'Apcher, Marvejois, Le Monastier, La Canourgue, La Tieule, Chanac, Mende et FTTH (Fiber To The Home - Fibre optique jusqu'à l'abonné) à Aumont-Aubrac.

Dans ce cadre, le syndicat mixte a, notamment pour objet la conception, la construction, la gestion, l'exploitation et la commercialisation d'un réseau très haut débit sur le territoire lozérien.

La compétence transférée se décline en 5 points :

- 1) Conception du réseau ;
- 2) Construction du réseau et des infrastructures de communications électroniques ;
- 3) Gestion des infrastructures ;
- 4) Exploitation et commercialisation du réseau et des infrastructures de communications électroniques ;
- 5) Mise en place d'un programme « satellite » ou autre technologie alternative.

En revanche, sont exclues de la compétence du syndicat mixte la compétence relative à la téléphonie mobile, au schéma directeur d'aménagement numérique (SDAN) de la Lozère, au WIFI, à la fibre sur l'autoroute A75, compétence du Syndicat Mixte Autoroute Numérique A75 (SMANA75), les nœuds de raccordement d'abonnés zone d'ombre (NRAZO) mis en place dans le cadre du partenariat public privé (P.P.P.) de la Région Languedoc Roussillon et les services et usages. »

Conformément aux dispositions de l'article L5721-6-1 du code général des collectivités territoriales, le transfert de compétence entraîne de plein droit la mise à disposition au syndicat mixte des biens meubles et immeubles utilisés par le département, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence.

Le transfert emporte également substitution du Département par le syndicat mixte Lozère Numérique pour les éventuels emprunts en cours consacrés au financement des travaux d'investissement relevant de la compétence transférée et pour les marchés publics que le Département a pu conclure pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens remis ainsi que pour le fonctionnement des services.

Conformément aux dispositions des articles L. 1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, la présente convention, établie contradictoirement entre le Département et le Syndicat, a pour objet de préciser les modalités de mise à disposition des biens concernés.

Ceci ayant été exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} - Objet

Par la présente convention, le Département de la Lozère met à la disposition du Syndicat Mixte Lozère Numérique, qui l'accepte, les biens mobiliers et immobiliers affectés au fonctionnement de réseaux très haut débit.

Cette mise à disposition est consentie dans les conditions précisées dans les articles ci-après.

Article 2 – Consistance des biens

Biens transférés

Les biens sont constitués de réseaux de communications électroniques très haut débit dont la liste est jointe en **annexe I** pour un total de 1 608 565,50 € valeur brute / 1 470 476,50 € valeur nette.

Ils correspondent aux investissements présentés dans le dossier de demande de subvention déposé par Lozère Numérique dans le cadre de l'appel à projets France Très Haut Débit / Réseaux d'Initiative Publique cofinancé par l'Etat (Fonds pour la Société Numérique) et la Région.

Il est rappelé qu'il s'agit d'une **mise à disposition partielle**, au syndicat Lozère Numérique, des biens meubles et immeubles utilisés à la date du transfert pour l'exercice de la compétence, dans la limite d'une charge supportable pour le syndicat et ses collectivités membres.

Subventions transférées

Aucune subvention n'est concernée par la mise à disposition.

Les infrastructures mises à disposition, payées en son temps par le département, ont été présentées par le syndicat Lozère Numérique dans le cadre de l'appel à projets France Très Haut Débit / Réseaux d'Initiative Publique cofinancé par l'Etat (Fonds pour la Société Numérique) et la Région. A ce titre, il est convenu que le syndicat perçoive dans sa totalité les subventions Etat (FSN) et Région perçues.

Article 3 - Modalités de la mise à disposition

Conformément à l'article L. 1321-2 du Code général des collectivités territoriales, la présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

Le mobilier et le matériel liés aux équipements sont mis à disposition en l'état où ils se trouvent au syndicat, qui en devient affectataire.

Les dossiers administratifs afférents aux biens mis à disposition seront remis par le Département au syndicat.

Le syndicat assume à compter du transfert, l'ensemble des droits et obligations du propriétaire.

Il possède tous pouvoirs de gestion.

Il assure le renouvellement des biens mobiliers et autorise l'occupation des biens remis.

Il peut procéder à tous les travaux de reconstruction, de démolition ou d'addition de construction propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

Il en perçoit les biens et produits.

Il agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Article 4 – Contrats en cours

Dans le cadre de la convention de groupement d'autorités concédantes entre le SIEDA pour le département de l'Aveyron, le syndicat mixte Lot Numérique et le département de la Lozère Alliance THD est attributaire de la délégation de service public pour la conception, l'établissement, l'exploitation, la commercialisation et le financement d'un réseau très haut débit de type FTTx.

Le Département a précédemment transféré à Alliance THD - délégataire - l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens mis à disposition.

Article 5 - Charge de la dette

Le département n'a pas contracté d'emprunt pour financer la construction des biens mis à disposition. Le syndicat Lozère Numérique n'a donc pas de charge de la dette à reprendre.

Article 6 - Amortissements

Le syndicat Lozère Numérique poursuit l'amortissement des biens mis à disposition selon le plan d'amortissement qu'il définira. Les montants restants à amortir sont précisés dans l'annexe I.

Article 7 - Comptabilisation de la mise à disposition

La mise à disposition des biens entre le Département (sortie de l'actif) et le syndicat Lozère Numérique (entrée à l'actif) sera constatée par opération d'ordre non budgétaire.

Article 8 - Désaffectation des biens

Conformément aux dispositions de l'article L. 1321-3 du Code général des collectivités territoriales, en cas de désaffectation totale ou partielle des biens, le syndicat recouvrera l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

Article 9 - Etudes préalables

Il est convenu que les études préalables engagées par le Département de la Lozère sont également mises à disposition, à titre gratuit, au syndicat Lozère Numérique.

Il s'agit des missions d'assistance à la création du syndicat Lozère Numérique, à la procédure de délégation de service public avec les Départements du Lot et de l'Aveyron, à l'élaboration du dossier FSN. Elles sont mentionnées en **annexe II** à la présente convention et concernent des dépenses de fonctionnement supportées par le Département .

Article 10 – Effet et durée

La présente mise à disposition des biens visés à l'article 2 prend effet à compter du 1^{er} janvier 2019. Elle est établie sans limitation de durée.

Article 11 – Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

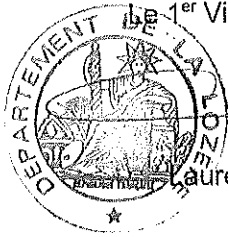
Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

Article 12 – Litiges

Pour toute difficulté d'application de la présente convention en cas de litiges, le Département et le syndicat conviennent de saisir le représentant de l'État dans le département avant tout recours contentieux.

Fait en deux exemplaires à Mende, le **9 DEC, 2019**

Pour le Département de la Lozère,
Le 1^{er} Vice-Président




Laurent SUAU

La Présidente du Syndicat Mixte Lozère
Numérique

Sophie PANTEL

Envoyé en préfecture le 10/12/2019
Reçu en préfecture le 10/12/2019
Affiché le **S E O**
ID : 048-224800011-20191210-19_0792-CC

| n° inventaire | Amortissement | | | | | | Référence 1 | Référence 2 | Raison sociale |
|---------------|---------------|------------|--------------|------------|------------|-----------------|-----------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|
| | Imputation | Mandat | Montant | Durée | Amorti | Reste à amortir | | | |
| 20130365 | 906/68/21753 | 5455 | 19 858,37 | 25 | | | FACT N° 64109031 | ENFOUISSEMENT FO | ENGELVIN TP RESEAUX SA |
| | 906/68/21753 | 22660 | 12 841,85 | 25 | | | Fact n° 64110046 | MARCHE A BON DE COMMANDE | ENGELVIN TP RESEAUX SA |
| | 906/68/21753 | 22661 | 19 216,90 | 25 | | | Fact n° 64110045 | MARCHE A BON DE COMMANDE | ENGELVIN TP RESEAUX SA |
| | 906/68/21753 | 22662 | 1 143,16 | 25 | | | Fact n° 64110056 | MARCHE A BON DE COMMANDE | ENGELVIN TP RESEAUX SA |
| | 906/68/21753 | 23905 | 17 169,97 | 25 | | | Facture n° 64111050 | MARCHE A BON DE COMMANDE BC 37 | ENGELVIN TP RESEAUX SA |
| | 906/68/21753 | 23906 | 1 835,00 | 25 | | | Facture n° 64111051 | MARCHE A BON DE COMMANDE BC 38 | ENGELVIN TP RESEAUX SA |
| 20150142 | Sous total | | 72 065,25 | | 11 528,00 | 60 537,25 | | FOURNITURE ERDF | ENGELVIN TP RESEAUX SA |
| | 906/68/21753 | 24622 | 11 654,93 | 25 | | | Fact n° 65112540 | MARCHE A BON DE COMMANDE | ENGELVIN TP RESEAUX SA |
| | 906/68/21753 | 24823 | 1 104,55 | 25 | | | Facture n° 65112541 | MARCHE A BON DE COMMANDE | ENGELVIN TP RESEAUX SA |
| | Sous total | | 12 759,48 | | 1 530,00 | 11 229,48 | | FOURNITURE ERDF | |
| | TOTAL 1 TTC | | 84 824,73 | | 13 058,00 | 71 766,73 | | | |
| 20180414 | 906/68/21753 | 10532 | 119 849,42 | 25 | | | FACT N° 0328-675247280 | enfouissement erdf | ERDF UCF VAL D ALLIER |
| | 906/68/21753 | 4946 | 51 364,04 | 25 | | | enfouissement erdf montigos | travaux edf 30% | ERDF UCF VAL D ALLIER |
| | 906/68/21753 | 25574 | 91 672,62 | 25 | | | Etat d'avancement 51/21/4 | ERDF ENFOUISSEMENT ROCLES | ERDF UCF VAL D ALLIER |
| | 906/68/21753 | 18027 | 86 036,40 | 25 | | | DEVIS D328/072670/001001 | ERDF ENFOUISSEMENT ROCLES | ERDF UCF VAL D ALLIER |
| | | Sous total | | 348 922,48 | | 55 824,00 | 293 098,48 | | |
| | | Sous total | | 109 078,98 | | 21 054,00 | 154 402,74 | | ENFOUISSEMENT FO pif rocles soide |
| 20180414 | 906/68/231753 | 19016 | 275 967,12 | 25 | | | Facture n° 0328-675287174 | ENFOUISSEMENT FO | RESEAU DE TRANSPORT |
| | 906/68/231753 | 19567 | 66 377,76 | 25 | | | DDE D ACOMPTE 90046794 | ENFOUISSEMENT FO | RESEAU DE TRANSPORT |
| | | Sous total | | 175 456,74 | | 0,00 | 314 005,44 | | RESEAU DE TRANSPORT |
| | TOTAL 2 TTC | | 838 384,66 | | 76 878,00 | 761 506,66 | | | RESEAU DE TRANSPORT |
| 20160125 | 906/68/2031 | 2525 | 4 333,33 | 5 | | | Facture n° 2015007926 | fifth lozere bc 9 phase 1- | EGIS FRANCE |
| | 906/68/2031 | 5124 | 9 144,43 | 5 | | | Etat acompte 5.001 | fifth lozere | EGIS FRANCE |
| | 906/68/2031 | 13081 | 25 776,00 | 5 | | | Fact n° 2016002960-3250 | fifth lozere | EGIS FRANCE |
| | 906/68/2031 | 15674 | 16 653,60 | 5 | | | Facture n° 2016003658 | fifth lozere | EGIS FRANCE |
| | 906/68/2031 | 24186 | 6 178,91 | 5 | | | Fac n° 2016006317-3250 FR | fifth lozere | EGIS FRANCE |
| | 906/68/2031 | 24187 | 17 815,98 | 5 | | | Fac n° 2016006320-3250 FR | fifth lozere | EGIS FRANCE |
| | 906/68/2031 | 24188 | 10 418,58 | 5 | | | Fac n° 2016006321-3250 FR | fifth lozere | EGIS FRANCE |
| | 906/68/2031 | 24189 | 22 940,36 | 5 | | | Fac n° 2016006316-3250 FR | fifth lozere | EGIS FRANCE |
| | 906/68/2031 | 24190 | 24 641,87 | 5 | | | Fac n° 2016006315-3250 FR | fifth lozere | EGIS FRANCE |
| | 906/68/2031 | 24191 | 26 509,52 | 5 | | | Fac n° 2016006319-3250 FR | fifth lozere | EGIS FRANCE |
| | 906/68/2031 | 24192 | 11 496,77 | 5 | | | Fac n° 2016006318-3250 FR | fifth lozere | EGIS FRANCE |
| | | Sous total | | 175 907,35 | | 0,00 | 175 907,35 | | fifth lozere |
| 20160125 | 906/68/2031 | 6882 | 108 158,40 | 25 | | | Fa n° 2017001740 | | EGIS FRANCE |
| | | Sous total | | 108 158,40 | | 0,00 | 108 158,40 | | EGIS FRANCE |
| | 906/68/2031 | 6668 | 236 226,71 | 25 | | | etat d'acompte 1.001 | fifth lozere | EGIS FRANCE |
| 20150179 | 906/68/2031 | 7621 | 137 439,41 | 25 | | | Acompte n° 2.001 | fifth lozere | EGIS FRANCE |
| | 906/68/2031 | 12154 | 27 405,00 | 25 | | | Fact 2015002481-3250f201 | fifth lozere | EGIS FRANCE |
| | 906/68/2031 | 12155 | 219,24 | 25 | | | Fact 2015002567 | fifth lozere | EGIS FRANCE |
| | | Sous total | | 401 290,36 | | 48 159,00 | 353 137,36 | | fifth lozere |
| | TOTAL 3 TTC | | 685 356,11 | | 48 153,00 | 637 203,11 | | | |
| | TOTAL GENERAL | | 1 608 565,50 | | 138 089,00 | 1 470 476,50 | | | |

Envoyé en préfecture le 10/12/2019
 Reçu en préfecture le 10/12/2019
 Affiché le 
 ID : 048-224800011-20191210-19_0792-CC

Valeur nette

Valeur brute

Envoyé en préfecture le 10/12/2019

Reçu en préfecture le 10/12/2019

Affiché le

S E D

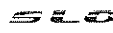
ID : 048-224800011-20191210-19_0792-CC

Convention de mise à disposition de biens du Département de la Lozère au syndicat mixte « Lozère Numérique »

ANNEXE II

Etudes préalables

| Année et N° Mandat | Imputation budgétaire | Montant TTC | N° facture | Objet de la dépense | Nom du tiers |
|--------------------|-----------------------|---------------------|------------------|--|---------------------------------|
| 2015 : 278 | 936 - 68 - 6182 | 10 647,60 € | 2142210005107 | LFO, PIT départementaux, Infos préalables | ORANGE |
| 2017 : 7125 | 936 - 68 - 6228 | 3 240,00 € | 170119 | Assistance Procédure DSP spécifique | IDATE |
| 2017 : 7126 | 936 - 68 - 6228 | 960,00 € | 1704/1861 | Assistance Procédure DSP spécifique | LM INGENIERIE |
| 2017 : 9158 | 936 - 68 - 6228 | 3 240,00 € | 170252 | Assistance Procédure DSP spécifique | IDATE |
| 2017 : 9159 | 936 - 68 - 6228 | 960,00 € | 1705/1925 | Assistance Procédure DSP spécifique | LM INGENIERIE |
| 2017 : 9221 | 936 - 68 - 6228 | 12 480,00 € | 420745 | Assistance à la création du Syndicat Mixte | LATOURNERIE WOLFROM ET ASSOCIES |
| 2017 : 9222 | 936 - 68 - 6228 | 4 800,00 € | 170521 | Assistance à la création du Syndicat Mixte | FINANCE CONSULT |
| 2017 : 9223 | 936 - 68 - 6228 | 11 040,00 € | 170251 | Assistance à la création du Syndicat Mixte | IDATE |
| 2017 : 23272 | 936 - 68 - 6228 | 53 300,00 € | Titre n° 24 BD 7 | Assistance Procédure DSP avec Aveyron et Lot | SIEDA |
| 2017 : 24737 | 936 - 68 - 6228 | 13 560,00 € | 170733 | Élaboration Dossier FSN phase 2 | IDATE |
| 2017 : 24738 | 936 - 68 - 6228 | 1 920,00 € | 1712/2190 | Élaboration Dossier FSN phase 2 | LM INGENIERIE |
| 2018 : 10351 | 936 - 68 - 6228 | 12 480,00 € | 180298 | Transfert des réseaux existants à Alliance THD | IDATE |
| 2018 : 10352 | 936 - 68 - 6228 | 10 320,00 € | 1806/2374 | Transfert des réseaux existants à Alliance THD | LM INGENIERIE |
| 2018 : 10353 | 936 - 68 - 6228 | 4 800,00 € | 1806010 | Transfert des réseaux existants à Alliance THD | FINANCE CONSULT |
| 2018 : 10354 | 936 - 68 - 6228 | 7 680,00 € | 430735 | Transfert des réseaux existants à Alliance THD | LATOURNERIE WOLFROM ET ASSOCIES |
| TOTAL | | 151 427,60 € | | | |

Envoyé en préfecture le 10/12/2019
 Reçu en préfecture le 10/12/2019
 Affiché le 
 ID : 048-224800011-20191210-19_0792-CC

Envoyé en préfecture le 10/12/2019

Reçu en préfecture le 10/12/2019

Affiché le

SLO

ID : 048-224800011-20191210-19_0792-CC